

*COMMUNIQUE N°13*

Le CNDD attire l'attention de la Communauté Internationale sur le caractère délibéré de l'attaque de Kamenge par des gendarmes de l'Armée gouvernementale Rebelle à la Démocratie cette nuit du lundi au mardi.

Cette provocation de la population de Kamenge (zone de GITURO), par des gendarmes proches de l'ex-dictateur Jean Baptiste BAGAZA, a déclenché la bataille en cours emportant, rien que pour cette journée de mardi, la vie de plus 12 personnes sans compter les 3 gendarmes et un FDD abattu pendant la nuit.

Ce conflit, que l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général de l'ONU, M. Ahmedou Ould ABDALLAH minimise comme d'habitude, entraîne en outre l'exode d'une population qui se heurte entre autre à la fermeture de la frontière zaïroise de Gatumba.

Le prétexte invoqué par les gendarmes ? Une soit disante perquisition dans le cadre du fameux "désarmement" qui consiste à désarmer les Hutu pour armer les "Sans Echec", une milice fasciste tutsi.

Comme indice du caractère délibéré nous tenons à dénoncer la fermeture le 19 avril de la frontière zaïro-burundaise qui est un prélude à la poursuite du génocide contre les Hutu en cours au Burundi. L'étape la plus grave et la plus récente de ce génocide se situe dans le week-end du 26 mars 1995 à Buyenzi (Bujumbura Mairie) où plus d'un millier de personnes ont été massacrés par l'Armée Rebelle à la Démocratie.

Un autre indice ? La rumeur persistante à Bujumbura, dont j'ai fait état le 17 Avril courant dans "Bientôt, dans Burundi Flash Info", selon laquelle il n'y aura plus de résident hutu dans la capitale burundaise d'ici le 29 avril 1995. L'attaque des gendarmes à Kamenge s'inscrit dans ce projet de purification ethnique préconisé par l'ex-Président BAGAZA.

Ce même jour du 17 avril, des municipales, une partie de l'armée en question sont entrées à Kamenge, pour provoquer une bagarre devant servir de prétexte à une purification ethnique. Ils ont été tous abattus par les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) qui les attendaient de pieds ferme le vendredi 14 avril vers 16 h 30.

Quant à la fermeture de la frontière de Gatumba, elle remonte au 19 avril 1995 suite à une décision du Premier Ministre M. NDUWAYO; une décision mise en application par le

Commandant CISHAHAYO, un des putschistes. L'armée gouvernementale envisage massacrer les Hutu de Gatumba (Bujumbura Rural) une zone frontalière du Zaïre. Ce projet macabre s'inscrit aussi dans la politique de purification ethnique qui est déjà réalisée dans les villes du pays dont BUJUMBURA. La province de Kirundo est déjà "purifiée".

La population de Gatumba a appréhendé deux combattants de la milice tutsi "Sans Echech", entretenus par M. BAGAZA et encadrés par l'armée en question. Ils effectuaient la reconnaissance des lieux. Ces deux éléments de la milice portaient illégalement des armes à feu. En fin de compte, la population les a remis à la gendarmerie le 15 avril. Aux dernières nouvelles, ils ont été libérés sans coup férir.

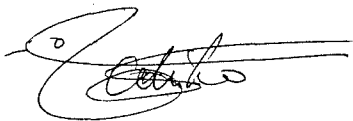
Pour franchir la frontière vers le Zaïre, les militaires exigent l'autorisation du fidèle de l'ex-Président BAGAZA, le Premier Ministre NDUWAYO. Comment voulez-vous que les fuyards de Kamenge obtiennent une telle autorisation. Quant aux Burundais qui résident au Zaïre, ils ne peuvent plus ni rentrer chez eux ni travailler à Bujumbura.

D'autre part, le CNDD s'interroge pourquoi quatre pays occidentaux mettent le NAZI ex-dictateur BAGAZA, dans le même sac que le démocrate, parlementaire et Président du CNDD, Son Excellence Léonard NYANGOMA. En effet, ces quatre pays envisagent geler les avoirs et refuser les visas de ces personnalités qui luttent pour une société diamétralement opposées. Le premier pour le retour de la démocratie au Burundi, l'autre pour le retour de la dictature militaire.

Ces deux hommes sont tellement différents que l'un, NYANGOMA, a dû fuir et s'exiler face à l'armée rebelle à la démocratie et responsable de l'assassinat du premier Président burundais démocratiquement élu, Son Excellence Melchior NDADAYE. L'autre, BAGAZA, opère encore du dedans sous la protection de la même armée. Celui-ci va jusqu'à organiser des meetings publics au Burundi sans être inquiété.

Pour se montrer impartial, ces quatre pays devraient faire en sorte que l'ex-Président BAGAZA s'exile lui aussi en envoyant notamment une Force Neutre de Prévention chargée de protéger la population et les institutions démocratiques. Ce que Son Excellence L. NYANGOMA demande depuis le mois de mars 1994 lors du deuxième massacre du Peuple de Kamenge.

Pour le C.N.D.D,



Jérôme NDIHO  
Porte Parole.